



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention
des risques environnementaux

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
le préfet des Côtes d'Armor

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 juin 2010, autorisant le GAEC du CLOS de la PIERRE à exploiter au lieu-dit « L'Hôtellerie » à Plélo, un élevage porcin ;
- VU l'attestation du 6 février 2018 la reprise par l'EARL du CLOS de la PIERRE de l'élevage porcin exploité précédemment au lieu-dit « L'Hôtellerie » à Plélo par le GAEC du CLOS de la PIERRE ;
- VU la demande présentée le 2 février 2018 par l'EARL du CLOS de la PIERRE, personne morale, dont le siège social est situé au lieu-dit « L'Hôtellerie » à Plélo en vue d'effectuer à cette adresse ;
- la restructuration avec regroupement du cheptel porcin sur le site et la construction d'une porcherie engraissement et d'une porcherie gestante verraterie ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 17 avril 2018 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les places sont déjà autorisées et que le site de Trégomeur sera désaffecté ;

CONSIDERANT que le site de Plélo est isolé (tiers à plus de 300 mètres) et que le regroupement des sites réduit les déplacements et les nuisances ;

CONSIDERANT que la production et la gestion des déjections sont inchangées ;

CONSIDERANT que la demande d'autorisation déposée avant le 1^{er} mars 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

A R R Ê T E :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2010 sont modifiées comme suit :

« L'EARL du CLOS de la PIERRE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « l'Hôtellerie » à Plélo est autorisée à exploiter à cette adresse conformément aux plans et mémoires annexés à la demande un élevage porcin dont la capacité maximale est de 2815 emplacements pour les porcs en production de plus 30 kg et 4441 animaux équivalents (A.E.). »

Article 2 : Nature des installations

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2010 sont modifiées comme suit :

« Art. 2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Élevage intensif de porcs	Emplacement pour les porcs de production de plus de 30 kg	Nombre total d'emplacements	> 2000	1 place = 1 emplacement	2815	Emplacements
2102	1	A	Élevage, vente, transit, etc. de porcs	Élevage	Classé au titre de la rubrique n°3660	/	/	/	/
2781	1c	DC	Installations de méthanisation	Méthanisation de matière végétale brut, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industrie agroalimentaires	Quantité de matières traitées par jour	< 30t/j	/	28,6	t/j
2910	C3	DC	combustion	combustion de biogaz en provenance d'installation classées sous la rubrique 2781-1	Dépend de la rubrique 2781-1	> 0,1 MW	Puissance thermique nominale	0,52	Mw
2780	1c	D	Installations de compostage	Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation	Quantité de matières traitées par jour	≥ 3 et < 30 t/j	/	3,78	t/j
2160	2b	DC	Silos et installations de stockage de céréales	Silos de stockage de céréales	Volume total de stockage	> 5000 et ≤ 15000 m3	/	6298	m3

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Elevage intensif de porcs : b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	3660	6.6 b)	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles « élevage intensif de volailles et de porcins » de février 2017.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Art. 2.2 - Situation de l'établissement :

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes

Commune	Section	Parcelles
Plélo	YZ	123 et 124

Art. 2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Animaux équivalents (AE) Emplacements	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou Production annuelle (Porcelets, Porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	Maternité : 279 AE gestante : 1032 AE	437	391
Porcs charcutiers (>30kg)	2815 Emplacements	2815	8545
Porcelets	315 AE	1575	8800

Art. 2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »

Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2010 sont modifiées comme suit :

« 3.1 - Répartition de l'élevage : conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'élevage est composé de :

=> une unité de méthanisation à la ferme ;

=> un cogénérateur avec production d'électricité ;

=> une unité de traitement du digestat comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant deux co-produits ci-après dénommés «digestat centrifugé» et "résidu organiques") ;
- un hangar de stockage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du digestat centrifugé traité par décantation secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "digestat centrifugé traité décanté" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage du lisier centrifugé traité décanté ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

La totalité du lisier produit annuellement par l'élevage ci-dessus sera utilisé comme intrant dans l'unité de méthanisation

=> une unité de compostage du résidu organique.

3.2. - Effectifs

Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

3.3. - Alimentation biphasé

3.3.1. - L'alimentation biphasé est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

3.3.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

3.4. - Sécurité

3.4.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.4.2. - L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.4.3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

3.4.4 - A défaut de disposer de moyens suffisants de lutte contre l'incendie implantés à moins de 200 m au plus du risque ou d'un avis favorable des services d'incendie et de secours sur les moyens alternatifs de lutte contre l'incendie proposés par l'exploitant, celui-ci devra mettre en œuvre une réserve d'au moins 120 m3 destinée à l'extinction d'un sinistre dans un délai de 6 mois. »

Article 3

Les disposition des articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2010 restent identiques.

Article 3 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plélo pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plélo pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois ;

Article 4 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Plélo et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives, de gendarmerie ou de police.

Saint-Brieuc, le

26 AVR. 2018

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Béatrice Obara

